

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse

Bar-le-Duc, le 26 août 2024

Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer _ CS 70542
55 013 Bar-le-Duc Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 19 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INEOS COMPOSITES FRANCE

ZI Nord
BP 17
55 400 Étain

Références : CL/327-2024
Code AIOT : 0006200802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 juin 2024 dans l'établissement INEOS COMPOSITES FRANCE implanté : ZI Nord 8 Rue des Fontanges – 55 400 Étain. L'inspection a été annoncée le 11 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle entre dans le cadre d'une action nationale relative aux rétentions sur les sites ICPE à autorisation et notamment sur le respect des évolutions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INEOS COMPOSITES FRANCE
- ZI Nord 8 Rue des Fontanges – 55 400 Étain
- Code AIOT : 0006200802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site INEOS Composites de Etain est autorisé pour la production de résines polyesters. De par la nature des produits mis en oeuvre, le site présente des zones ATEX. Il stocke également des produits inflammables.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-II	Sans objet
4	Produits incompatibles – rétentions déportées	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-IV	Sans objet
5	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-V	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-V	Sans objet
7	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 26	Sans objet
8	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 26 bis	Sans objet
9	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 49	Sans objet
10	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rétentions du site INEOS composites sont bien présentes et correctement dimensionnées. Un entretien régulier est en place sur ce site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Le jour du contrôle, les rétentions relatives aux produits DCPD, au styrène et aux eaux d'extinction d'incendie ont été vérifiées. Pour le DCPD, il y a 1 cuve de 100 m ³ de produit, associée à une rétention de 258 m ³ (2.3x10.6x10.6). Pour le styrène, il y a 4 cuve de 60 m ³ chacune associée à une rétention de 524 m ³ (3.45x15.2x10). La rétention dédiée aux eaux d'extinction d'incendie est de 7 800 m ³ comme prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. L'exploitant veille à maintenir le volume d'eaux pluviales sous les 800 m ³ dans ce bassin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : [...] <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en</p>

<p>est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Chacune des trois rétentions précisées au constat n°1 est associée au produit à contenir.</p> <p>La rétention des eaux d'extinction fait l'objet d'une procédure pour gérer et maintenir les eaux pluviales en permanence sous les 800 m³. Le jour du contrôle sa disponibilité a été constatée.</p> <p>La rétention du styrène est équipée d'une toiture et d'un système de pompage. Le jour du contrôle, il n'y avait pas d'eau pluviale et aucun élément stocké au sein de celle-ci.</p> <p>La rétention associée au DCPD est équipée d'un système de pompage. Le jour du contrôle, des travaux étaient en cours sur la cuve. Toutefois, malgré les éléments stockés pour ces travaux et l'échafaudage, le volume disponible de la rétention semblait suffisant en cas de fuite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour limiter les risque de mélanges incompatibles, chaque famille de produits est associée à une rétention spécifique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles – rétentions déportées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-IV</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention déportée.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, une seule rétention au niveau du dépotage peut potentiellement recevoir deux produits "incompatibles". Toutefois, ce scénario est très peu probable car un des deux produits, l'anhydride phtalique, est solide à température ambiante et son point de fusion est d'environ 150°C. Le dépotage se fait à une température de 165°C. En cas de fuite, le produit fige presque instantanément et n'atteint de toute façon pas la rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté. [...]
Constats : Les tuyauteries de styrène sont repérées d'une couleur spécifique dans toute l'usine et une inscription précise le produit en circulation, notamment au niveau des raccords. Au niveau du stockage, les tuyauteries sont en bon état, et font l'objet d'une maintenance périodique régulière. Le jour du contrôle on pouvait noter qu'une partie des tuyauteries avaient fait l'objet d'un entretien plus récent notamment par la couleur plus vive de la tuyauterie et l'absence de traces de corrosion. Dans l'atelier des réacteurs, les arrivées des tuyauteries sont bien repérées par les produits qu'elles contiennent. Les tuyauteries sont bien entretenues de manière périodique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur. D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées, etc.). Leur parcours est aussi réduit que possible. E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
Constats : Les tuyauteries sont représentées sur un plan. Les tuyauteries de styrène sont bien visibles (couleur et nom du produit) sur l'ensemble du site. Les autres tuyauteries sont calorifugées et le nom du produit est visible à chaque raccordement dans les réacteurs ou les dilueuses. Les parcours des tuyauteries sont réalisés à l'abri des possibles chocs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé

<p>Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de confinement des eaux d'extinction incendie est bien présent, il a un volume théorique de 7 800 m³ pour un volume défini dans l'arrêté préfectoral du site de 7 000 m³.</p> <p>Le jour du contrôle l'inspection a pu constater la présence des organes de commandes. Les eaux de ce bassin peuvent être renvoyées dans le bassin de 3 000 m³ de la réserve incendie si besoin, ou être envoyées vers le milieu naturel après contrôle. La vanne de rejet vers le milieu naturel est maintenue fermée en permanence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 26 bis</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>[...]</p> <p>- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La vanne du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie est maintenue fermée en permanence.</p> <p>La vidange du bassin ne peut avoir lieu qu'après le contrôle des paramètres définis dans l'arrêté préfectoral du site et accord de la Responsable HSE.</p> <p>Le jour de l'inspection, les organes de contrôle étaient bien entretenus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail, lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant tient à jour ses stocks via le logiciel de gestion. Le jour du contrôle, l'inspection a comparé pour le styrène la quantité sur le logiciel de gestion du site et la quantité réellement présente.</p> <p>Le logiciel de gestion indiquait environ 72 tonnes.</p> <p>La supervision sur laquelle la salle de contrôle suit en direct les mouvements des produits de l'entreprise indiquait pour chacune des 4 citernes: 2,951 t, 2,979 t, 22,831 t et 26,331 t, soit un total d'environ 55 tonnes.</p> <p>La différence de 17 t s'explique par le temps de décalage pour prendre en compte les OF (ordres de fabrication) en cours. Une recette était en cours de fabrication, le logiciel de gestion ne l'a pas encore enregistré quand en salle de supervision on constate au réel la quantité de produit non transformé. Il a été constaté la diminution régulière de la quantité de styrène sur une des cuves.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI de l'exploitant contient les fiches action pour chaque scénario incendie.</p> <p>Concernant les pertes de confinement, l'ensemble des produits sont sur rétention et des affichages spécifiques aux produits sont mis en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite